

DIMIER, Véronique, *Le gouvernement des colonies, regards croisés franco-britanniques*, coll. Sociologie politique, Bruxelles, 2004, Presses de l'Université de Bruxelles, 288 p.

Dominique Darbon

Volume 36, Number 2, juin 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/011425ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/011425ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Darbon, D. (2005). Review of [DIMIER, Véronique, *Le gouvernement des colonies, regards croisés franco-britanniques*, coll. Sociologie politique, Bruxelles, 2004, Presses de l'Université de Bruxelles, 288 p.] *Études internationales*, 36(2), 257–259. <https://doi.org/10.7202/011425ar>

HISTOIRE

Le gouvernement des colonies, regards croisés franco-britanniques.

DIMIER, Véronique. *Coll. Sociologie politique*, Bruxelles, 2004, Presses de l'Université de Bruxelles, 288 p.

Le titre de l'ouvrage de Véronique Dimier est trompeur. Le lecteur ne trouvera guère d'éléments précis sur les systèmes de gouvernement des colonies françaises et britanniques jusqu'à la décolonisation, pas plus qu'il ne trouvera une description fine des pratiques d'administration au quotidien dans les deux empires coloniaux. Ce n'est pas le but de cet ouvrage. L'auteure nous invite à nous plonger dans l'histoire de la production d'une science coloniale et des controverses scientifiques qui ont marqué la comparaison des modèles français et britannique. En se concentrant sur l'opposition célèbre qui continue à marquer certains travaux contemporains entre un modèle britannique d'administration indirecte et la politique française d'assimilation, l'auteure réussit à proposer une histoire comparée de la production scientifique en matière de science coloniale. En ce sens cet ouvrage est extrêmement riche, bien documenté et fondé sur un travail remarquable de mobilisation des archives des grands lieux historiques de production des modèles administratifs et de formation des administrateurs et universitaires spécialisés. L'auteure s'intéresse aux travaux des grands auteurs des deux pays (Lord Dugard, Margery Perham, Lucy Mair, Maurice Delafosse, Robert Delavignette, Henri Labouret...) en resituant leur production dans le contexte scientifique

et politique de l'époque. Elle souligne ainsi comment ces travaux sont souvent marqués par une tendance à s'ériger en défense et illustration d'une politique nationale et par une méconnaissance impressionnante des méthodes, principes et pratiques de gouvernement des autres puissances coloniales. La production d'une doctrine coloniale de gouvernement apparaît ainsi à la fois comme une élaboration raisonnée et comme une œuvre de propagande développée pour légitimer la domination exercée en la présentant comme exemplaire. L'auteure est particulièrement convaincante lorsqu'elle montre à partir de travaux célèbres et des commentaires qui en furent faits comment se conjuguent méconnaissance des faits, déficiences des techniques d'enquêtes et reproduction des *a priori* nationaux/raciaux. Le « préjugé racial » inter-européen est souvent à son apogée et conduit, associé à des enjeux politiques de domination, à ancrer la réalité de modèles qui apparaissent aujourd'hui bien discutables.

Cet ouvrage présente un autre intérêt majeur. Il permet de voir les différences de rapports associant pouvoir et université, administration et formation et recherche des deux côtés de la Manche. Alors que les Britanniques s'engagent très tôt dans un travail de recherche et de production d'une science administrative coloniale fondée pour l'essentiel sur leurs propres pratiques, les Français restent résolument à la traîne. Ils ne commenceront vraiment à développer ce type de travaux que par réaction à l'avance prise par les Britanniques et grâce à quelques administrateurs coloniaux éclairés. L'association

connaissances pratiques de terrain, enjeux de pouvoir et savoir universitaire renforce la portée des travaux réalisés côté britannique et leur donne un espace et des moyens plus importants qu'en France. Ces textes deviennent progressivement un corps de doctrine parvenant à ériger progressivement les pratiques britanniques en modèle idéal et inversement à rejeter les pratiques des autres puissances coloniales en les caricaturant. Ce résultat s'explique d'autant plus facilement que le processus de comparaison consiste le plus souvent à discuter une caricature des méthodes de « l'autre » et la confrontant de l'autre côté à une connaissance fine des pratiques nationales. La multiplication de travaux de colonisation comparée dans le monde anglophone, fonctionnant sur ce principe, ne pouvait alors que conduire le modèle français à la défensive.

Or, et c'est l'un de ses grands mérites, l'auteure nous fait découvrir qu'au-delà de ces confrontations connues, il existe un autre monde. Celui qui ne cesse de confronter pratiques et théories, de comparer des expériences différentes et de constater le caractère extrêmement fluide des soi-disant modèles administratifs contraints de s'adapter à la fois aux contraintes techniques, financières et humaines qui pèsent sur eux et à la structuration et capacité des sociétés colonisées. L'histoire de la production d'une science coloniale que nous montre l'auteur est celle d'une adaptation et d'une conviction de la nécessité d'adaptation. C'est aussi l'histoire d'une collaboration qui s'ébauche puis se concrétise entre spécialistes des deux grands empires.

On est alors bien loin de l'opposition des modèles, même si celle-ci perdure pour des raisons politiques de légitimation des pratiques coloniales. On est bien dans la production d'un savoir nouveau qui ne cesse de se construire par retouches et confrontations et dont la connaissance est d'un très grand intérêt pour quiconque s'intéresse à l'histoire des États en Afrique mais aussi à l'élaboration de modèle de gouvernance.

L'ouvrage propose ainsi une réflexion sur la production comparée d'une science administrative coloniale. Quatre regrets demeurent, dont les deux premiers sont liés au contenu de l'ouvrage et les deux derniers aux questions passionnantes qu'il soulève sans leur proposer de réponses immédiates :

- d'une part que le titre ne soit pas suffisamment explicite sur le contenu de l'ouvrage ;
- d'autre part, que l'auteur n'ait pas cherché à discuter systématiquement à travers les travaux scientifiques contemporains la validité ou l'invalidité des méthodes de gouvernement des colonies et de leur érection en modèle.
- Par ailleurs, aucune réflexion n'est menée sur l'idée de modèle qui est pourtant au centre de ce travail, sur les conditions d'érection de pratiques dispersées en modèles et la signification politique et scientifique de ce processus.
- Enfin, que cette discussion sur la production comparée d'une science coloniale ne soit jamais

liée à l'analyse concrète des mutations des techniques administratives, rendant finalement assez vaine la validation de l'évolution des discours sur ces administrations coloniales.

Un ouvrage passionnant cependant qui ne peut que pousser le lecteur à s'intéresser aux études les plus récentes menées sur ces modèles de gestion coloniale, leur signification et leurs effets sur les administrations « successeurs », qu'il s'agisse des administrations nationales ou de celle de l'Union européenne.

Dominique DARBON

CEAN
IEP de Bordeaux, France

MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

Globalisation ? Internationalisation and Monopoly Capitalism. Historical Processes and Capitalist Dynamism.

MILWARD, Bob. Northampton, MA,
Edward Elgar Publishing, 2003, 244 p.

Selon l'économiste Bob Milward, le phénomène de la mondialisation tel que nous l'appréhendons désormais ne saurait être limité uniquement à ses dimensions économiques ou sociales ; il importe d'en observer toutes les dimensions et les répercussions sur le plan culturel, technologique et même environnemental (p. 13). L'auteur est chargé de cours à l'University of Central Lancashire, en Angleterre. Le but de son deuxième livre est de démontrer que depuis quelques décennies, la course aux profits et aux nouveaux marchés dans tous les domaines, y compris

celui du divertissement, nous conduit vers une sorte de reconfiguration du paysage politique, social, culturel, et que ce modèle artificiel et standardisé devient néanmoins de plus en plus répandu, voire universel, donc normal, validé, indiscutable (p. 131). Pourtant, le débat sur les conséquences du capitalisme et de la mondialisation demeure plus que jamais nécessaire, à une époque où la globalisation pourrait apparaître comme un euphémisme pour désigner le capitalisme triomphant et sans alternative.

Ouvrage bref et d'une concision peu fréquente, *Globalisation ? Internationalisation and Monopoly Capitalism. Historical Processes and Capitalist Dynamism* se subdivise en 14 parties, correspondant chacune à un thème très précis décrivant une facette particulière de la mondialisation : l'internationalisation, l'industrie, la culture, le commerce, le travail, le sous-développement, la régulation, etc. L'auteur affirme dès l'introduction que le phénomène de globalisation auquel nous assistons depuis deux décennies est lié de très près aux suites de l'effondrement de l'empire soviétique (p. 2). Selon Bob Milward, il ne suffit pas de donner un autre nom à une nouvelle phase du capitalisme triomphant tel que nous le vivons, mais bien de considérer la globalisation comme étant « la plus importante question philosophique de toute l'histoire » (p. 4). Partant de ce constat pour le moins péremptoire, l'auteur empruntera (tout comme pour son premier livre, datant de 2000) un cadre théorique proche de l'économie politique d'inspiration marxienne.